



Commune - 1 SEP. 2011

de

N° / DV
FAA'A

N° 46/2011

FAA'A, le 30 août 2011

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE
DES ILES DU VENT
ARRIVEE LE

- 2 SEP. 2011

N° / DV

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**Date de convocation :

23 août 2011

Date d'affichage :

24 août 2011

Date de séance :

30 août 2011

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 35
 PRESENTS : 27
 PROCURATION : 04
 VOTANTS : 31
 POUR : 31
 CONTRE : 00
 ABSTENTION : 00

Objet : modifiant la
 délibération n°83/2010
 du 14 décembre 2010
 adoptant les modalités
 d'organisation et de
 fonctionnement de la
 marina de Vaitupa

Le Premier adjoint certifie
 que le compte rendu de
 cette délibération a été
 affiché à la porte de la
 mairie dans les délais
 légaux.

Le Président de séance

Désiré TOKORAGI

Le mardi 30 août 2011 à 8 h 00, le Conseil Municipal, légalement
 convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal de la mairie
 en séance publique sous la présidence de Monsieur le Premier adjoint,
 Désiré TOKORAGI, et ce conformément aux articles L 2121-10 et L
 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux
 communes de Polynésie Française.

Étaient présents :

Nom – Prénom	Prés.	Abs.	Procuration
TEMARU Oscar		X	
TOKORAGI Désiré	X		
MAKER Robert	X		
CERAN-JERUSALEMY André	X		
TERIITEHAU Roberto	X		
MAI Gérard			CERAN- JERUSALEMY A.
VANAA Emma	X		
HATETE épse TAHARAGI Linda	X		
CHIN FOO Rosina	X		
LAURENT Victoire	X		
TEAHU épse PEREYRE Lucie	X		
TEKURARERE Eugène	X		
RAAPOTO Jean-Marius	X		
TAUMATA Animera	X		
TEURU Germain	X		
LO Tai Chan André	X		
FARIUA Totoarii	X		
TEFAATAU-FIRUU épse MATI Juliana	X		
TEAUNA épse POIA Clarisse	X		
TETUAITEROI Georges			TAUMATA A.
NIVA Pauline		X	
AUBRY Gilles		X	
ZIMA Laurence	X		
TARAHU épse ATUAHIVA Teura	X		
ARII épouse BARFF Ema	X		
RUA épouse BARFF Linda	X		
NENA Tauhiti			ATUAHIVA T.
MAMATUI épse GRAND-PITTMAN Anne-Marie	X		
TETAVAHU Célia	X		
MAAMAATUAIAHUTAPU épse LE CAILL Maurea		X	
TEMAURI Jean			YNAM B.
FULLER Thilda	X		
TETUANUI Noa	X		
BOUISSOU Jean-Christophe	X		
AH LING épse YNAM Barbara	X		



Les conseillers présents représentant la majorité des membres en exercice, qui sont au nombre de 27, il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux communes de Polynésie Française, à la nomination d'un secrétaire de séance pris dans le sein du Conseil Municipal, Emma VANAA ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

Madame Victoire LAURENT a exposé à l'assemblée que :

Par délibération n°83/2010 du 14 décembre 2010, le conseil municipal adoptait les modalités d'organisation et de fonctionnement de la marina de Vaitupa, et fixait à ce titre les tarifs des redevances pour l'amarrage des bateaux et l'entreposage des pirogues. Cette tarification était néanmoins conditionnée par l'exécution des travaux de remise à niveau du site : rénovation de l'éclairage, pose de postes électricité/eau, réfection du quai...

Les travaux n'ayant pas été effectués en totalité, la Coopérative « Motu Ovinî Rava'ai » nous demande par courrier en date du 17 mai 2011 de revoir la tarification de l'amarrage des bateaux, et propose un tarif de 1 500 FCFP/mois quelle que soit la taille du bateau.

Les membres de la commission du Développement Educatif, Social, Culturel et de la Qualité de la Vie du 6 juillet 2011 et de la commission des Finances et des Ressources Humaines du 12 août 2011, ayant donné un avis favorable à cette demande, il vous est proposé d'adopter le projet de délibération ci-après.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu, l'exposé de Madame Victoire LAURENT :

- Vu** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** la loi n°71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation dans le territoire de la Polynésie française promulguée par arrêté n°31/AA du 6 janvier 1972 ;
- Vu** l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** l'arrêté n° 173/AA du 30 janvier 1965 instituant deux communes ayant respectivement pour chef-lieu PIRAE et FAA'A et étendant à ces communes toutes les dispositions applicables à celles de PAPEETE et d'UTUROA conformément à l'article 58 du décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 ;
- Vu** la délibération n°83/2010 du 14 décembre 2010 adoptant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la marina de Vaitupa ;
- Vu** le courrier de la Coopérative « Motu Ovinî Rava'ai » en date du 17 mai 2011 ;
- Vu** les décisions prises par les membres de la commission du Développement Educatif, Social, Culturel et de la Qualité de la Vie du 06 juillet 2011 et de la commission des Finances et des Ressources Humaines du 12 août 2011 ;

Dans sa séance du 30 août 2011 ;

ADOpte A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS

Article 1^{er} : L'article 3 de la délibération susvisée est modifié comme suit :

Au lieu de lire :

I - DESIGNATION DES PRESTATIONS	Unité	Journalier	Mensuel
Amarrage (comprenant la collecte des ordures ménagères) :			
. Bonitier, poti marara et thonier	ml	100	1 500
. Autres bateaux (plaisanciers)	ml	200	2 500

Lire :

I - DESIGNATION DES PRESTATIONS	Journalier	Mensuel
Amarrage (comprenant la collecte des ordures ménagères) :		
. Bateaux de pêche munis d'une licence	100	1 500
. Bateaux de plaisance	200	2 500

Article 2 : A l'article 4, l'abattement de 20 % accordé aux pêcheurs résidant dans la commune et titulaires d'une licence de pêche est annulée.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de 3 mois à compter de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat, et est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait et délibéré à FAA'A, le 30 août 2011

Le Président de séance


Désiré TOKORAGI



Le Maire de la Commune de Faa'a atteste, sous sa responsabilité, que le présent acte a été transmis au Haut commissaire de la République en Polynésie française le . 02 SEP. 2011 . et affiché le . 02 SEP. 2011 .